

Initiatives ministérielles

espèces beaucoup plus intangibles et de bien plus grande valeur, la survie de l'exploitation familiale.

• (1230)

L'adoption de cette mesure entraînerait des coûts plus élevés pour les agriculteurs à un moment où l'exploitation agricole familiale est déjà en proie à des difficultés, comme en témoignent tous les jours les articles qui font état dans la presse de saisies et de faillites agricoles.

Les associations agricoles dans l'ouest du Canada calculent que le fait de supprimer de ce programme les avances sans intérêt augmentera le coût du crédit de 1 500 \$ à 2 000 \$ par année par exploitation agricole. Les taux d'intérêt qui montent en flèche par suite de la politique budgétaire irresponsable du gouvernement contribueront à écraser les agriculteurs sous le fardeau d'un endettement croissant. Les économies réalisées par le gouvernement ne se répercutent pas sur les agriculteurs.

En d'autres mots, en l'absence d'avances sans intérêt, le programme des paiements anticipés deviendra à toutes fins pratiques inutile aux agriculteurs.

L'Ontario Corn Producers Association, dont près de 2 000 membres ont participé au programme les années précédentes, a déclaré que la disparition des avances sans intérêt enlèvera pratiquement toute efficacité au programme et réduira au minimum la participation des agriculteurs.

Quelles sont les véritables intentions du gouvernement lorsqu'il propose cette mesure? Il est vrai que si les producteurs ne sont pas incités à participer et que le programme vient à disparaître pour n'avoir suscité aucun intérêt, le gouvernement économisera de l'argent. Est-ce là le véritable plan? La destruction du programme des paiements anticipés sans intérêt n'est qu'une étape dans la lutte évidente que le gouvernement a entreprise de mener contre l'exploitation agricole familiale au Canada.

La réduction des subventions au transport, des crédits destinés aux programmes d'exportation des produits laitiers et des subventions accordées à des organismes comme la Commission canadienne du lait, et j'en passe, a, depuis les dernières élections, fait perdre aux agriculteurs 400 millions de dollars de subventions, sans compter le tort que causera le projet de loi C-36.

Les entreprises de production de vin et de tabac se débattent pour survivre. Les offices de commercialisation ont été considérablement affaiblis. Les effets de l'Accord de libre-échange sont peu encourageants pour nos agriculteurs.

Le gouvernement a beau affirmer pour la forme qu'il veut préserver la ferme familiale canadienne, il la prive d'avenir en détruisant les mécanismes qui lui ont permis

de survivre jusqu'ici malgré la loi de la jungle qui règne sur le marché mondial.

Nous avons vu je ne sais combien de fois le gouvernement manifester son mépris à l'endroit du Canadien moyen: quand il a abdiqué ses responsabilités à l'égard du programme d'assurance-chômage, quand il a amputé le réseau national, quand il a affligé à divers titres le Canada atlantique, et tout récemment quand il a présenté la taxe sur les produits et services. Il est malheureusement trop évident que le gouvernement n'écoute que les grosses entreprises. Il n'y a rien d'étonnant qu'il s'en prenne à la ferme familiale, mais quand même c'est rageant.

Le programme d'avances sans intérêts, qui a renforcé le système canadien de commercialisation au profit des agriculteurs, a également profité à des millions de consommateurs. Ces simples consommateurs vont souffrir eux aussi de la destruction de ce programme.

Comme les intérêts sur leurs emprunts vont commencer à courir dès le moment de la récolte, les agriculteurs vont tout naturellement être fortement poussés à vendre tous leurs produits et à entreprendre immédiatement le remboursement de leur dette énorme, étant donné surtout les taux d'intérêt élevés. Cela aura pour effet de faire tomber les prix et de surendetter les producteurs. Avec comme résultat que les prix vont tomber, que l'endettement va s'accroître, que le système des quotas, qui jusqu'ici avait fait l'envie du monde entier, va être débordé, et que par la suite les prix à la consommation vont monter parce qu'il y aura des pénuries le printemps prochain. Par contrecoup cela va exiger une hausse des importations de produits américains, qui souvent ont vieilli et sont de qualité inférieure. Tel va être le résultat du marché mal contrôlé que cette politique gouvernementale va créer.

Le gouvernement cherche à se disculper en rejetant la faute sur notre parti, prétendant que notre détermination à sauver par le débat le programme actuel d'avances ne fait que retarder les versements dont les agriculteurs ont un urgent besoin. Si c'est le cas, comment se fait-il alors que des douzaines d'associations de producteurs se joignent à nous pour dire que ce projet de loi a de grands défauts? Comment explique-t-il que la *Prince Edward Island Federation of Agriculture*, l'*Ontario Corn Producers Association*, la *Western Canadian Wheat Growers Association* et beaucoup d'autres associations ont demandé expressément au gouvernement de ne pas appliquer ce projet de loi?

Il y a des organismes réputés, comme le Comité consultatif de la Commission canadienne du blé, qui ont résolu à l'unanimité d'inviter le gouvernement fédéral à appliquer le programme d'avances à la campagne 1989-1990 dans les conditions habituelles, et d'attendre pour pré-